

Le texte a été rédigé par un Comité de Rédaction composé de :

BERTIN - Président du Mouvement de la Jeunesse Catholique rurale,

BOULTE - Président du Mouvement de la Jeunesse Catholique rurale,

GILLET - Secrétaire National des Etudiants P.S.U. - Ancien Vice-Président de l'UNEF

KARN - Ancien secrétaire général de l'Union des Etudiants Communistes

KERGOAT - Ancien secrétaire National des Etudiants du P.S.U

MAURIERE - Ancien Président du Conseil Français des Mouvements de Jeunesse

Nous voilà donc à deux mois de l'élection présidentielle du 5 Décembre [1965]. De tous côtés on se prévaut volontiers du soutien des jeunes générations. Mais à quel combat entend-on les faire participer ?

Sans détenir la vérité à propos de tout, les jeunes ont aujourd'hui des exigences qui tiennent à la nature même du monde dans lequel ils vivent.

Aujourd'hui, l'équilibre arrêté après la première guerre mondiale s'écroule morceaux par morceaux. Le vieux système impérialiste s'effondre sous les coups répétés des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Le monde vit à l'heure cubaine. Partout, le remplacement du vieil ordre politique et social vient à l'ordre du jour.

En France, malgré les efforts du pouvoir, dont c'est l'intérêt évident, la jeunesse est loin d'être si dépolitisée qu'on le dit volontiers. Elle l'a prouvé dans un passé récent : quatre ans sous la IVème République, quatre ans sous la Vème, elle s'est longuement battue pour la paix en Algérie. Elle s'est élevée contre les tentatives fascistes de l'OAS. Aujourd'hui, elle juge sévèrement l'intervention américaine au Sud Vietnam, et se sent dans son immense majorité, solidaire de la lutte du peuple vietnamien.

Elle est par ailleurs au premier rang des luttes menées par les travailleurs à la campagne, dans les entreprises et à l'université. La jeunesse de notre pays est majeure

politiquement. Et à cet égard, il est clair que le gaullisme ne satisfait pas plus ses exigences que celles des ouvriers, des paysans et des intellectuels.

Le pouvoir impulse le développement d'un type de société caractéristique du système néo-capitaliste : l'adaptation au développement des forces productives, la nationalisation de l'économie et la transformation des structures obéissent toujours à la logique du profit et s'accompagnent des forces et des contradictions qui lui sont inhérentes.

Les techniques contemporaines de la politique économique assurent au capitalisme une certaine croissance et éloignent les perspectives d'une crise catastrophique semblable à celle des années 29.

Le pouvoir pendant 7 années a été incapable d'assurer une progression harmonieuse de l'économie, le plein essor des forces productives, le développement des régions, l'accroissement régulier du niveau de vie de toute la population. Ils savent bien que l'expansion économique telle que l'orienté le capitalisme moderne se traduit par une disparité croissante dans la répartition du revenu national. Un exemple en est le plan de stabilisation mis en place par le pouvoir pour enrayer le processus inflationniste, qui a abaissé le rythme de croissance de l'économie, diminué le niveau de vie de millions de travailleurs, multiplié de moitié le chômage complet et accru le chômage partiel.

Cette paupérisation relative des travailleurs s'exprime dans des chiffres qui montrent que la France n'échappe en rien à cette loi du capitalisme contemporain : la misère dans l'opulence. Aujourd'hui, plus du quart des 9 millions des salariés français, 60% des ouvrières gagnent moins de 56.000 anciens francs par mois. Près de 50% des salariés, 80% des ouvrières n'atteignent pas le salaire mensuel de 75.000 anciens francs.

Et que deviennent l'accès à la culture, le droit d'avoir un métier et d'approfondir ultérieurement sa qualification qui sont une espérance et une exigence que les possibilités de notre société rendent parfaitement satisfaisables. Alors que le gouvernement reporte aux calendes la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans. 60% des jeunes rentrent aujourd'hui dans la production sans posséder véritablement un métier, 40% de moins de 16 ans ne sont pas scolarisés, 50% des demandes d'entrée dans l'Enseignement Technique ne sont pas satisfaites. Parachevant le tout, le plan « Foucher » de l'Enseignement met en place les barrières qui renforceront la ségrégation sociale héritée du passé et soumet la formation de la jeunesse aux critères de la rentabilité capitaliste en

tournant le dos à l'enseignement polytechnique que la démocratie appelle.

Les gigantesques gaspillages propres à la société de consommation coïncident avec l'insatisfaction permanente des besoins fondamentaux. Tandis que la spéculation fait rage le problème du logement devient à l'heure actuelle un drame national : les sociétés immobilières construisent des logements dont le prix n'est abordable que pour 1/10<sup>ème</sup> de la population. Entre temps 25% de la population vit dans des logements surpeuplés, 41% des familles ouvrières n'ont pas l'eau courante et les jeunes hésitent à se marier ou commencent la vie comme dans les pires conditions qui soient parce qu'ils ne trouvent pas de logements abordables.

On pourrait encore rappeler que nous vivons dans un pays où l'exploitation de deux millions de travailleurs immigrés est systématiquement organisée dans des conditions tellement scandaleuses, en particulier pour les jeunes, qu'elles dépassent l'imagination. On pourrait rappeler qu'il n'existe qu'une crèche pour 10.000 habitants, qu'un million et demi de jeunes inadaptés se pressent aux portes d'établissements spécialisés qui n'offrent que 100.000 places, qu'il manque en 1965 100.000 infirmières dans les hôpitaux et que le Vème plan, si jamais il est appliqué, prévoit d'en former moins de 10.000 par an.

Le statut du travailleur dans l'entreprise, le statut de l'appelé sous les drapeaux, le statut du jeune dans la société, ce sont là des obstacles à une liberté effective qui ne peuvent être reconquis contre un régime qui érige en principe l'autoritarisme et la non-participation des citoyens à l'organisation et à la direction de la société. Les rapports de classe qui régissent notre société ont rendu les dures luttes de ces dernières années : grève des mineurs, de la fonction publique, manifestations paysannes, luttes de l'Université, chez les Cheminots et les Métallurgistes, etc. De façon plus ou moins confuse la nécessité d'un bouleversement politique et social dans notre pays est aujourd'hui largement ressentie.

Et pourtant, il n'y a pas un seul militant conscient qui ne sache que le 5 Décembre cette volonté de changement n'aboutira pas et que l'élection présidentielle reconduira le régime actuel. Il n'y aura pas de miracle.

Pourquoi ? Parce que la réalité du gaullisme est profonde : c'est une réponse cohérente et globale aux problèmes de notre société, c'est le cadre autoritaire et stable qui permet la soumission générale de la société

(besoins, culture, école, armée, etc.) à la logique du développement du capitalisme contemporain.

Parce que le gaullisme c'est une réponse cohérente apportée sur le drapeau de nationalisme, au problème historique posé à notre pays : mettre fin à l'hégémonie américaine.

Parce que le passé du mouvement ouvrier, pour héroïque qu'il soit, ne délivre aucun chèque en blanc pour le présent du Capitalisme.

Parce que la nostalgie, l'attentisme et les proclamations ne remplacent pas le courage politique et la rigueur intellectuelle, la capacité de se mettre en question et l'aptitude à déchiffrer les réalités nouvelles. Le gaullisme l'emportera et continuera de l'emporter malgré nos énormes forces potentielles, malgré toutes les luttes des travailleurs, tant qu'il n'existera pas d'alternative d'ensemble à sa politique d'ensemble, tant que les véritables problèmes ne seront pas posés.

Toute recherche des forces de gauche pour être cohérente et efficace doit s'attacher à combler le fossé qui existe aujourd'hui entre la lutte de la classe ouvrière et des travailleurs et la perspective politique que ces luttes réclament. Un tel projet nécessite que l'on dépasse la simple unité défensive, qui se borne à vouloir retoucher la forme personnelle du pouvoir et à vouloir remédier à ses carences par une simple redistribution des priorités. Cela signifie tout autant que les objectifs politiques élevés des forces à orientation socialiste ne peuvent être simplement plaqués à côté des revendications partielles et immédiates des travailleurs. Les uns et les autres doivent être étroitement reliés dans une perspective d'ensemble et dans la lutte quotidienne. Il ne s'agit pas de réclamer plus d'argent dans le cadre du plan Fouchet. Mais de se battre pour une autre école nécessitant plus d'argent, donc de mettre en question le régime à travers sa réforme de l'école, et non pas d'attendre que le régime tombe en ne livrant que des combats de retraite contre sa réforme de l'Enseignement.

Cela veut dire que dans le cadre du régime gaulliste ne recevront leur cohérence que si elles sont soudées à la perspective socialiste, que si les réformes de structures et leurs objectifs transitoires soigneusement déterminés en fonction des préoccupations des masses s'affirment nettement comme autant de leviers pour remettre en question le régime.

Pour cela, il faut rejeter définitivement l'idée fausse que plus le programme est restreint, plus l'unité est large et

la mobilisation facile. Admettre cette idée, c'est remettre en fin de compte le soin d'élaborer le programme de la gauche aux forces centristes, voire droitières. C'est confiner la classe ouvrière dans le rôle de force d'appoint. C'est se vouer à l'impuissance et à la défaite car c'est croire et faire croire que l'on pourra substituer au gaullisme une majorité hétéroclite prête à éclater sur l'Europe, le Vietnam ou l'OTAN. Les événements ont déjà ridiculisé cette opinion et continueront de la faire. Bien au contraire, à l'heure de la révolution technologique qui se déroule sous nos yeux, la case sociale des forces révolutionnaires s'est considérablement élargie. Mais il ne sera possible de mobiliser les couches nouvelles que sur la base d'un programme avancé, d'objectifs précis et d'une alternative cohérente.

Par exemple, les jeunes et les travailleurs ne se mobiliseront pas pour une politique qui s'inclinerait constamment comme le gouvernement ou le gouvernement Nero-Nenni, devant la politique de l'impérialisme américain ni pour une politique qui n'affronterait pas le gaullisme nettement sur le terrain de la lutte contre l'hégémonie américaine. On n'aura pas la moindre chance de soulever l'enthousiasme populaire en passant secrètement cette question sous silence. Ce silence passera pour de l'attentisme inavoué et sera condamné.

En effet, aucune habileté ne remplacera l'élaboration d'une politique cohérente par les forces à orientation socialiste. La réponse de la gauche aux deux impératifs d'indépendance et de sécurité ne saurait être ni l'inféodation aux Etats-Unis, ni le chauvinisme tricolore, la politique de puissance retaillée à la mesure des ambitions du Général de Gaulle et du capitalisme français. Plus que jamais la solidarité internationale et l'antimilitarisme sont à l'ordre du jour. Ce ne sont pas là des exigences morales : la lutte de la gauche contre la force de frappe ne cessera d'être un pacifisme abstrait que si elle s'appuie sur la perspective européenne d'un dégagement des blocs. La lutte contre la domination des trusts sur le marché commun cessera d'être verbale quand elle s'intégrera dans les luttes réelles visant à remodeler l'unité économique européenne et ses organismes en fonction des intérêts et des exigences des travailleurs.

Mais il y a plus : cette recherche, ce difficile renouvellement de la stratégie des forces socialistes ne se fera pas en dehors des conditions très concrètes de la vie politique de notre pays. Là encore, il est inutile de fuir le problème. Et le problème c'est de créer la force politique unitaire capable de mettre à la place du gaullisme un régime de transition dont la dynamique sera celle du socialisme. Et plus précisément il s'agit de résoudre les problèmes réels que posent la présence au sein de cette alliance de la force

numériquement la plus importante dans la gauche française : le communisme. Il s'agit de problèmes réels car si le socialisme, auquel nous aspirons n'a rien de commun avec le socialisme à la scandinave à la Nenni ou à la Wilson, il est évident qu'il doit trouver sa voie aussi en surmontant la faillite du stalinisme comme modèle et comme stratégie proposés aux sociétés occidentales industrialisées.

Car le choix à faire n'est pas entre le stalinisme et l'aménagement opportuniste du régime existant. Le choix à faire c'est d'engager courageusement le débat sur la nature du socialisme que nous voulons instaurer dans notre pays. Le socialisme n'est ni un vœu pieux ni une simple référence idéologique, mais un ensemble de solutions concrètes qui répondent aux problèmes posés dans la réalité de 1965. Le choix à faire c'est de s'engager résolument dans la discussion et dans les initiatives qui permettront de résoudre ce problème crucial : la fécondation des rapports, dans un pays industriellement avancé, entre liberté et révolution, entre socialisme et démocratie.

Ainsi seulement sera surmonté le double échec du stalinisme et de la sociale démocratie. Ainsi dans le renouvellement critique et audacieux de la stratégie du mouvement ouvrier, dans la solution réelle au problème de son unité, se dégagera face au gaullisme une véritable politique de rechange et seulement alors offriront des perspectives susceptibles de mobiliser la jeunesse.

Les soussignés, jeunes militants syndicaux, responsables ou anciens responsables de diverses organisations de jeunesse, à qui un travail en commun de plusieurs années permet aujourd'hui cette prise de position commune estiment nécessaire d'approfondir cette recherche dans les mois à venir. Ils appellent tous ceux qui ont trouvé dans cet article un écho à leurs préoccupations à s'y joindre activement.